

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton
74 000 ANNECY

Annecy, le 21 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19 avril 2023

Contexte et constats

Publié sur 

AD PLATING MARNAZ

97 imp. des Acacias
74460 Marnaz

Références : 20230419-RAP-ADPlatingRapInsp-Georisques
Code AIOT : 0006104639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 avril 2023 dans l'établissement AD PLATING MARNAZ implanté 97 imp. des Acacias ZI Les Valignons 74460 Marnaz. L'inspection a été annoncée le 03 avril 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AD PLATING MARNAZ
- 97 imp. des Acacias ZI Les Valignons 74460 Marnaz
- Code AIOT : 0006104639
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société AD PLATING fait partie du groupe HACER spécialisé dans les traitements de surfaces et les traitements thermiques des métaux dont le siège est situé à Cluses (74). Elle est constituée de deux entités, AD PLATING Grenoble (ex Hacer Traitements de Contacts à Saint-Martin-d'Hères-38), et AD PLATING Marnaz (ex Hacer Traitements de Contacts à Marnaz -74).

Le site de Marnaz s'étend sur 4500 m² et emploie environ 15 personnes en production. Il comprend deux bâtiments dont le principal a une emprise au sol d'environ 1350 m² et une petite annexe de 230 m².

L'établissement est spécialisé dans le dépôt de revêtements métalliques sur des pièces en acier, en acier inox ou en cuivre destinées au secteur de l'automobile (60 % de la production), à l'industrie électrique (15 % de la production) et aux biens d'équipements industriels (bâtiment,...). La couche

métallique appliquée sur ces pièces de petites dimensions (entre 2 mm et 5 cm dans leurs plus grandes dimensions) permet d'obtenir des caractéristiques particulières telles qu'une protection anti-corrosion, une conductivité, un durcissement...

A ce titre, la première ligne de traitement de surfaces (ligne 200) exploitée dans l'établissement est organisée selon trois axes :

- Un axe destiné à la préparation des pièces (dégraissage chimique ou électrolytique, décapage) et comprenant également les traitements de cuivrage ou de nickelage.
- Un axe destiné aux traitements de nickelage, argenture, dorure ou étamage,
- Un axe de séchage/ finition des pièces ainsi que leur stockage.

Il s'agit d'une ligne automatisée où les pièces sont traitées en vrac dans des bols vibrants ou des tonneaux rotatifs.

Une deuxième ligne de traitement (ligne 250) a été mise en service en septembre 2022. Cette nouvelle ligne, dont le fonctionnement est très similaire à la ligne 200, est présentée en détail dans le dossier de porter à connaissance de juin 2022 (Rapport n°115822/C-juin 2022).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des déchets dangereux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion et suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.3.2	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
3	Gestion et suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.3.3.2.1 et 5.3.3.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 19 avril 2023 n'appelle pas de demandes de la part de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion et suivi des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion et suivi des déchets – procédure écrite
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 5.3.2 -Procédure de gestion et de suivi des déchets : L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a consulté la procédure de l'exploitant relative à la gestion et à l'élimination des déchets générés par l'établissement (référéncée AN_2_PROC_31 et datée du 19 juillet 2022). Celle-ci a été mise à jour afin d'intégrer le nouveau système Trackdéchets. Elle précise les modalités de collecte et d'élimination des différents déchets (ainsi que les modalités de suivi de ceux-ci), conformément à l'article 5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2009 réglementant le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats : L'exploitant a expliqué produire annuellement entre 60 et 70 tonnes de déchets dont 40 à 50 tonnes de boues d'hydroxyde métallique (BHM).</p> <p>Les inspecteurs ont vérifié les volumes de déchets produits et éliminés par le site sur plusieurs périodes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 63,65 tonnes sur la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 via le registre chronologique présenté par l'exploitant, - 57 tonnes sur la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 (renseignés sur la plateforme Trackdéchets) via une extraction réalisée en séance par l'exploitant. Il est à noter que le premier enlèvement renseigné sur la plateforme Trackdéchets est daté du 22 avril 2022. En effet, le précédent enlèvement en date de février 2022 a été tracé par un bordereau de suivi de déchets (BSD) en format papier, du fait des difficultés de basculement au système électronique du prestataire collecteur (et destinataire) des déchets : la société DECHAMBOUX à la Roche-sur-Foron (74). Depuis, les autres enlèvements par cette société ont été traités par la plateforme informatique. - 65,52 tonnes sur la période du 11 avril 2022 au 11 avril 2023, via une extraction sur le système Trackdéchets en amont de la visite d'inspection, par les services de la DREAL. <p>Ces volumes, rapportés à une année glissante, sont cohérents et attestent d'un bon niveau d'utilisation de la plateforme Trackdéchets par l'exploitant.</p>
<p>Observations : L'inspection a également consulté le registre chronologique tenu par l'exploitant concernant les déchets produits sur l'année 2021. Par échantillonnage les inspecteurs ont souhaité consulter le BSD relatif à un enlèvement effectué par la société MORPHOSIS daté du 20 juillet 2021. Celui-ci n'était pas présent dans le classeur d'archivage de l'exploitant. Ce dernier a cependant transmis le BSD susmentionné à l'inspection le jour même dans son courriel du 19 avril 2023 à 14h23. Le bordereau est correctement renseigné.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.3.3.2.1 et 5.3.3.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion et suivi des déchets – Stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5.3.3.2.1 - La durée maximale de stockage des déchets ne doit pas excéder 3 mois, hormis pour les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou pour des déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifique.</p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site doit être limitée à la quantité généralement produite durant cette période de 3 mois, sous réserve que le stockage n'entraîne pas de dangers ou inconvénients susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Dans le cas contraire, les déchets mis en cause sont évacués sans délai.</p> <p>5.3.3.2.2 - Toutes précautions sont prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dépôts soient tenus en constant état de propreté, - les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, rongeurs...), - les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : à cet effet, les stockages de déchets sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes. A défaut, les eaux pluviales sont récupérées et traitées, - les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs. <p>Constats : L'exploitant a expliqué procéder à des enlèvements de déchets environ tous les 2 mois, et autant que de besoin. La production majoritaire de déchets étant les BHM, les enlèvements de déchets sont programmés pour gérer au mieux le flux de production de BHM.</p> <p>L'inspection a pu vérifier cette fréquence d'enlèvement au travers des BSD en format papier et dématérialisés (sur Trackdéchets).</p> <p>De plus, lors de leur visite des locaux de traitement, de stockage de déchets, et sur les zones extérieures, il n'a été constaté aucune accumulation de déchets.</p> <p>En outre, les inspecteurs soulignent la bonne tenue de la zone de traitement, des zones extérieures, du local de stockage des déchets, du stockage de produits chimiques (sur le côté de la ligne 250, et stockés sur des rétentions par typologies de produits), et des différentes rétentions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet